

La centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux génère 2 400 emplois directs, indirects et induits en France

Insee Analyses Centre-Val de Loire • n° 135 • Janvier 2026



Construit à partir de 1963, le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Saint-Laurent-des-Eaux, situé sur la commune de Saint-Laurent-Nouan dans le Loir-et-Cher, exploite actuellement deux réacteurs nucléaires de 900 MW mis en service en 1981. En 2024, il produit 3 % de la production d'électricité nucléaire française. Le centre abrite également deux anciens réacteurs Graphite-Gaz, arrêtés entre 1990 et 1992, en cours de déconstruction ([encadré](#)).

Dans le Loir-et-Cher, le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné regroupe 1,2 % des emplois salariés en 2022 et 6,5 % des emplois industriels. Réciproquement, 76 % des emplois du secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné sont occupés par des salariés d'EDF sur le site du CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux. Outre les salariés affectés au centre nucléaire, d'autres sont par exemple affectés aux activités d'ingénierie du Centre National d'Équipement de Production d'Électricité (CNEPE) [[Insee, janvier 2026](#)].

Près de 970 salariés travaillent sur le site du centre nucléaire

Fin 2022, EDF [emploie directement](#)

970 personnes sur le site de la centrale

►figure 1. Le nombre de salariés augmente régulièrement et atteint le millier en 2024 ([Pour comprendre](#)). Ces salariés sont relativement jeunes : un sur deux a moins de 38 ans alors que l'âge médian des actifs en emploi est de 44 ans dans le Loir-et-Cher. Ils

Le Centre Nucléaire de Production d'Électricité de Saint-Laurent-des-Eaux, deuxième employeur industriel du Loir-et-Cher, emploie près de 970 salariés. Les commandes passées par cet établissement et nécessaires à son activité génèrent 730 emplois supplémentaires chez ses fournisseurs en France métropolitaine. À cela s'ajoutent les emplois induits par les consommations de l'ensemble de ces salariés et de leurs familles, qui portent le nombre d'emplois liés au centre nucléaire à près de 2 400. Ces emplois sont en majorité situés au sein d'un territoire de proximité composé de 26 communes. Les commandes du centre nucléaire portent principalement sur les activités d'ingénierie et les travaux de construction spécialisés (mécanique, électricité, installation).

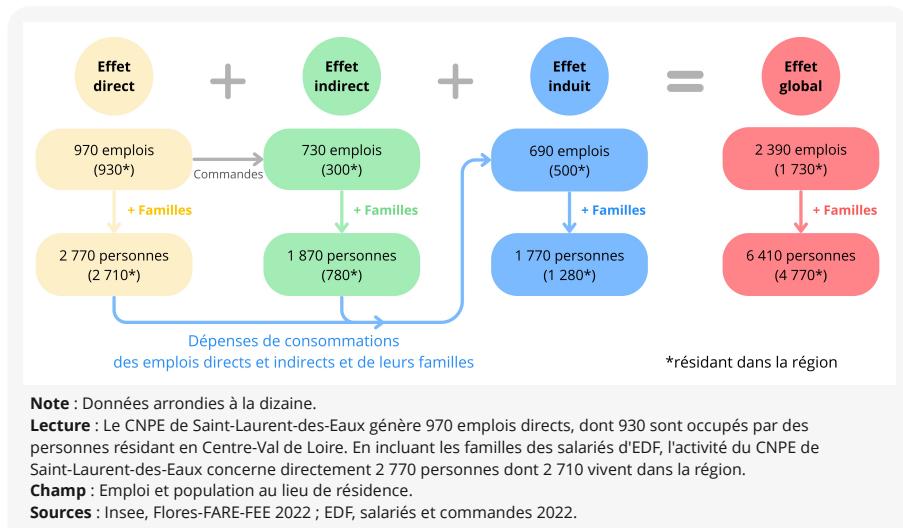
occupent aussi plus fréquemment des postes qualifiés puisque 33 % des salariés d'EDF présents sur le site sont des cadres et 59 % exercent des [professions intermédiaires](#), contre respectivement 13 % et 25 % de l'ensemble des actifs en emploi dans le département.

Les salariés d'EDF vivent également plus souvent en famille. Parmi eux, 58 % ont au moins un enfant à charge contre 49 % pour l'ensemble des actifs dans le Loir-et-Cher. Au total, 2 800 personnes vivent dans une famille dont une partie des revenus provient directement de l'activité de la centrale, dont la quasi-totalité réside en Centre-Val de Loire.

L'activité du CNPE génère 1 420 emplois supplémentaires

En 2022, les commandes du CNPE auprès de ses fournisseurs situés en France génèrent 730 emplois répartis dans près de 800 établissements. Parmi les personnes occupant un de ces [emplois indirects](#), 300 résident en Centre-Val de Loire. En incluant les familles des salariés des fournisseurs, 1 870 personnes sont liées aux commandes de la centrale. Parmi elles, 780 vivent dans la région. Par ailleurs, en incluant les activités de déconstruction, le montant des commandes passées par le CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux auprès de ses fournisseurs localisés en France a progressé de 19 % entre 2022 et 2024.

► 1. Nombre d'emplois en France métropolitaine liés à la présence du CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux en 2022



En partenariat avec :



Les consommations des salariés du CNPE, de ses fournisseurs et de celles de leurs familles, génèrent 690 **emplois induits**, dont 500 sont occupés par des résidents de la région. Les principaux secteurs d'activité de ces emplois sont l'administration publique (18 % des emplois), le commerce de détail (13 %) et les activités pour la santé humaine (12 %). Ces emplois induits fournissent des revenus à 1 770 personnes en prenant en compte les familles des titulaires de ces postes.

En plus de ses propres salariés, le CNPE génère ainsi 1 420 emplois supplémentaires, indirects et induits. Au total, 2 390 emplois directs, indirects et induits sont donc liés à l'activité du CNPE à la fin de l'année 2022. Ainsi, 6 410 personnes vivent dans une famille dont une partie des revenus est liée à l'activité de la centrale en France métropolitaine, parmi lesquelles 4 770 résident en Centre-Val de Loire.

Le CNPE est implanté sur un territoire entre le Loir-et-Cher et le Loiret

Ces personnes habitent souvent à proximité du CNPE. Ce dernier s'inscrit ainsi sur un **territoire** composé de 26 communes réparties entre le Loir-et-Cher et le Loiret, sur l'axe ligérien entre Meung-sur-Loire et Blois

►figure 2. Dans son ensemble, ce territoire

d'inscription compte 106 000 personnes dont 3 300 sont **concernées** par l'activité du CNPE. Située la plus à l'ouest du territoire, la commune de Blois en est la plus peuplée avec 47 100 habitants en 2022, devant Vineuil (8 050 habitants).

Au sein du territoire d'inscription, Saint-Laurent-Nouan est la commune d'implantation du CNPE. Elle est également la troisième destination des flux de navetteurs domicile-travail derrière Blois et Mer : plus de 1 100 personnes viennent travailler dans cette commune de 4 200 habitants, sur le site du CNPE ou ailleurs. Réciproquement, l'emploi des habitants de Saint-Laurent-Nouan est fortement lié au CNPE. Cette commune est en effet la seule dont plus de 10 % de la population résidente en emploi est concernée par l'activité du CNPE. Outre Saint-Laurent-Nouan (360 emplois), les volumes d'emplois liés au CNPE les plus importants se trouvent à Beaugency (170) et Mer (130).

Pour les communes situées autour du territoire, les navettes domicile-travail se font plus souvent depuis ces communes vers le territoire d'inscription que l'inverse. A contrario, les navettes domicile-travail se font majoritairement depuis le territoire d'inscription vers la métropole d'Orléans : le

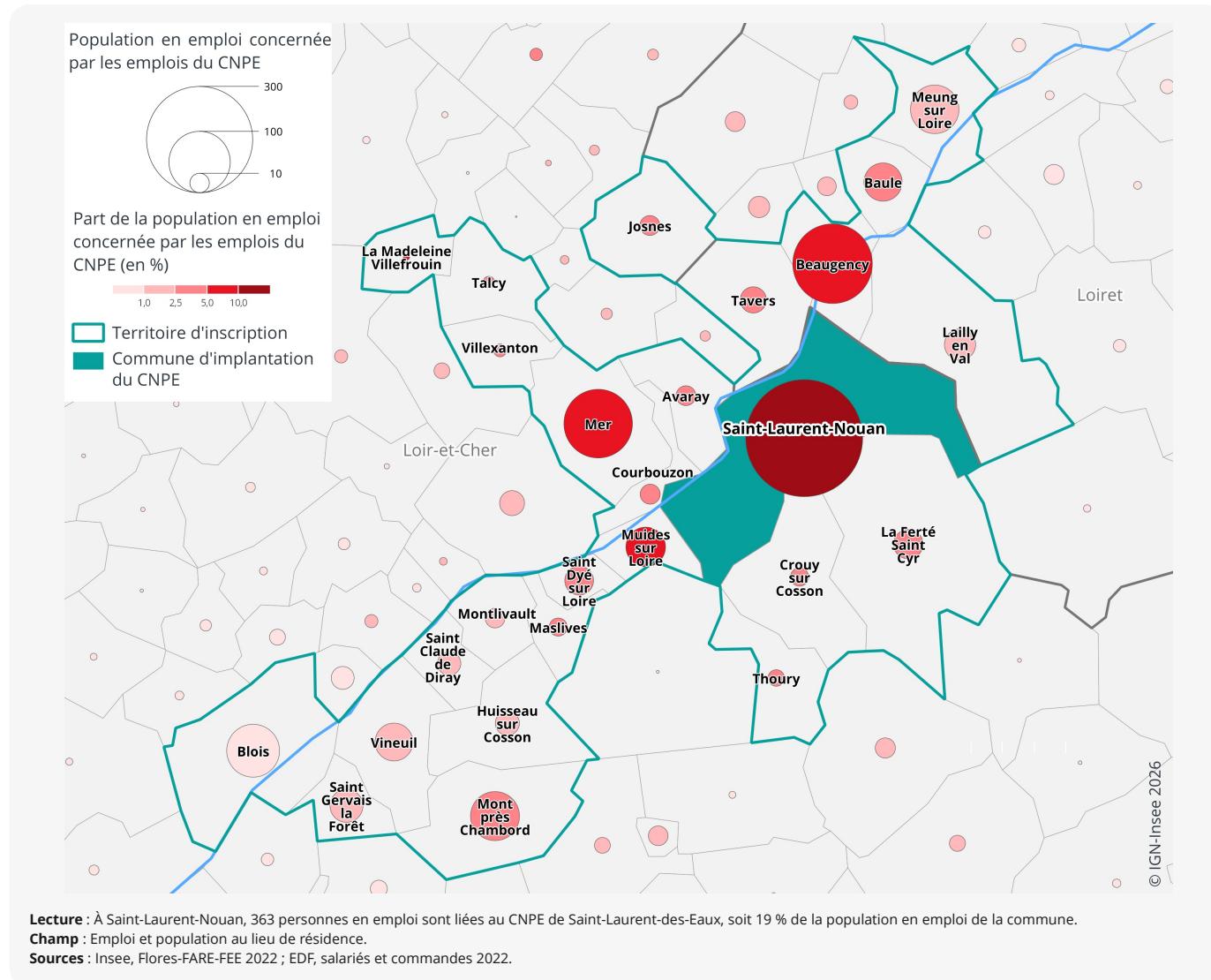
solde est déficitaire de 1 610 avec Orléans, de 870 avec Olivet et de 290 avec Saran. À l'inverse, 90 résidents de la métropole d'Orléans occupent un emploi en lien avec le CNPE. Les flux de navetteurs avec la métropole de Tours sont, quant à eux, excédentaires pour le territoire d'inscription, mais à des niveaux moindres.

Le CNPE est le deuxième employeur industriel du département

Sur le territoire d'inscription, 1 200 résidents en emploi sont concernés par l'activité du CNPE, soit 2,8 % des actifs occupés. Le CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux constitue le deuxième employeur industriel du département du Loir-et-Cher et le premier sur le territoire. Outre la production d'électricité, le territoire se caractérise par une surreprésentation par rapport à la région des activités de fabrication de matériels de transport et de produits informatiques, électroniques et optiques.

Les commandes du CNPE auprès de ses fournisseurs font travailler 240 salariés sur le territoire d'inscription, dont 180 y résident. Pour 2,7 % des fournisseurs, le montant des commandes du CNPE dépasse 10 % de leur chiffre d'affaires : une vingtaine d'établissements sont dans ce cas, dont une

► 2. Part de la population en emploi concernée dans le territoire d'inscription du CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux



dizaine située en Centre-Val de Loire. Ils concentrent à eux seuls plus de 60 % des emplois indirects de la région.

Ces emplois indirects se concentrent dans deux principaux secteurs d'activité. Près d'un emploi sur trois relève du secteur des activités d'ingénierie. Les entreprises de travaux de construction spécialisés (mécanique, électricité, installation) représentent plus d'un emploi indirect sur cinq. Ces activités d'ingénierie et de travaux de construction spécialisés génèrent respectivement 110 et 100 emplois indirects dans le territoire d'inscription du CNPE. Les emplois indirects liés à la déconstruction des anciens réacteurs relèvent en grande partie des activités d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques. Près d'un de ces emplois indirects sur trois est localisé dans le territoire d'inscription du CNPE.

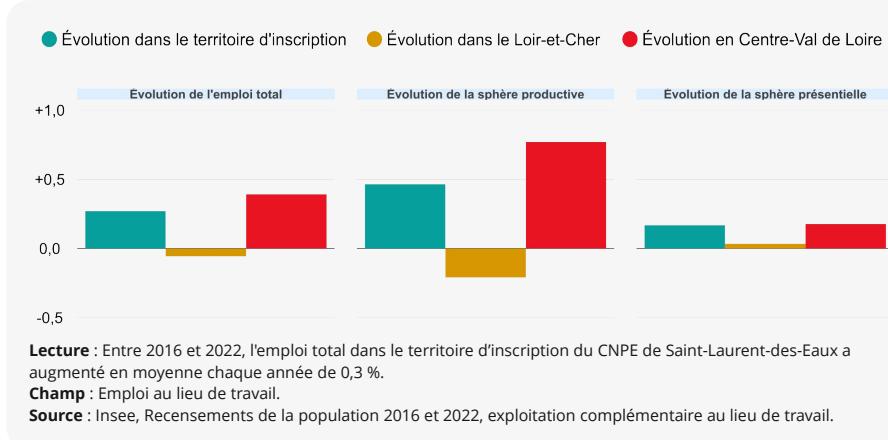
Le territoire d'inscription soutient l'emploi et la démographie du département

Malgré la présence du centre nucléaire et d'une partie de ses fournisseurs relevant majoritairement de la **sphère productive**, l'économie du territoire d'inscription est principalement tournée vers les **activités présentes**. Celles-ci y concentrent 65 % des emplois contre 63 % en Centre-Val de Loire. Entre 2016 et 2022, la sphère productive a connu une croissance plus rapide de l'emploi que la sphère présentielle (+0,5 % en moyenne par an contre +0,2 %) ▶figure 3 dans le territoire d'inscription. L'emploi dans la sphère productive y a cependant progressé moins vite que dans la région, tandis qu'il a reculé dans le département. Le taux de chômage au sens du recensement de la population du territoire est supérieur de 0,3 point à celui de la région et le taux d'activité de la population de 15 à 64 ans y est inférieur de 1,8 point.

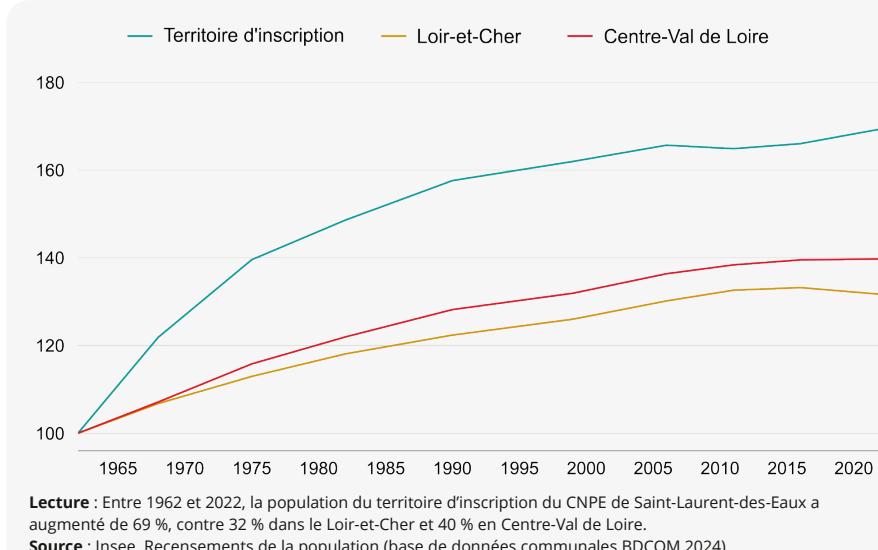
Depuis les années 1980, la population du territoire d'inscription croît plus vite que dans la région ; elle augmente entre 2016 et 2022 alors qu'elle diminue dans le département ▶figure 4. Cette hausse est portée à la fois par l'excédent des arrivées par rapport aux sorties du territoire, et dans une moindre mesure par le solde naturel, les naissances y étant plus nombreuses que les décès. Sa population est par ailleurs plus jeune que celle de l'ensemble du département, avec un âge médian de 42 ans contre 47 ans dans le Loir-et-Cher. Cette population réside principalement à Blois, dans sa ceinture urbaine ou dans des petites villes proche de la Loire qui portent l'essentiel de la dynamique démographique du département [Coudray, Rémaut, 2025].

Olivier Diel, Thibault Tillard (Insee)

► 3. Évolution annuelle moyenne de l'emploi dans les sphères présentes et productives entre 2016 et 2022



► 4. Évolution de la population dans le territoire d'inscription du CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux



► Encadré 1 - Grand Carénage : Un programme d'investissement sans précédent pour porter la durée d'exploitation des réacteurs à au moins 60 ans

Pour poursuivre l'exploitation de ses réacteurs au-delà de 40 ans et prolonger sa durée de fonctionnement de 20 ans supplémentaires, en renforçant encore la sûreté et sécurité, la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux s'est engagée dans un programme industriel de rénovation et de modernisation majeur, appelé Grand Carénage. Ce programme d'investissement consiste à remplacer certains matériels et à réaliser de nombreuses améliorations pour atteindre les standards de sûreté internationaux les plus exigeants, et viser un niveau de sûreté équivalent des réacteurs de 3^e génération (type EPR : European Pressurized Reactor).

Véritable point d'orgue du Grand Carénage, les quatrièmes visites décennales marquent l'aboutissement d'un programme industriel majeur de plus de six années.

Ainsi, pour la visite décennale de l'unité de production n°1 qui s'est terminée en août 2025, plus de 18 000 activités de maintenance et de contrôle ont été menées, et 80 modifications apportées. C'est aussi plus de 2 500 intervenants extérieurs en simultané en moyenne et 220 entreprises partenaires qui sont présentes sur le site, et près de 66 millions d'euros investis avec un achat local sur trois facturé localement.

Les modifications réalisées permettront également de rendre les réacteurs plus résilients aux impacts potentiels du réchauffement climatique, et d'alimenter en toute circonstance les installations de la centrale en eau et en électricité.

La centrale de Saint-Laurent-des-Eaux fournit chaque année une électricité bas-carbone, en toute sûreté et sécurité, correspondant en moyenne à l'équivalent de la consommation électrique de 2,1 millions de personnes.

EDF Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Saint-Laurent-des-Eaux

Retrouvez les données associées à cette publication sur insee.fr.

► Encadré 2 - Les travaux de déconstruction

EDF assure actuellement la déconstruction de 2 réacteurs sur le site de Saint-Laurent de la filière uranium naturel graphite gaz (UNGG). L'installation de Saint-Laurent A intègre également les silos d'entreposage de graphite dont les travaux de préparation du démantèlement devraient débuter en 2030. Ces activités représentent une quarantaine de salariés qui vivent pour la totalité dans le Loir-et-Cher et le Loiret. Les commandes passées pour les activités déconstruction en cours représentent une centaine d'emplois. L'activité de ce domaine se renforcera dans les années à venir avec notamment le démarrage des travaux de préparation de démantèlement des silos.

EDF Direction des Projets Déconstruction et Déchets (DP2D)

► Pour comprendre

Bien qu'EDF dispose des données de ses salariés et fournisseurs jusqu'en 2024, le millésime retenu pour cette étude est celui de 2022 par souci de comparabilité avec les bases de l'Insee permettant de mesurer les emplois indirects et induits.

► Sources

Recensement de la population 2022 ; Flores 2022 ; FARE 2022 ; FEE 2022 ; données EDF sur les salariés et les commandes du CNPE.

► Pour en savoir plus

- **Diel O., Tillard T.**, "La centrale nucléaire de Chinon génère 4 300 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire n°133*, janvier 2026.
- **Diel O., Tillard T.**, "Le centre d'ingénierie d'EDF de Tours génère 5 700 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire n°134*, janvier 2026.
- **Diel O., Tillard T.**, "La centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly génère 3 900 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire n°134*, janvier 2026.
- **Diel O., Tillard T.**, "La centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire génère 2 000 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire n°137*, janvier 2026.
- **Diel O., Tillard T.**, "L'activité nucléaire d'EDF en Centre-Val de Loire génère 18 700 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire n°138*, janvier 2026.
- **Le Goff f., Bruyas J.**, "La centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux emploie 870 salariés et fait vivre 5 000 personnes", *Insee Analyses Centre-Val de Loire n°66*, novembre 2020.

► Définitions

Territoire d'inscription du CNPE : une zone d'influence économique a été établie en regroupant sans discontinuité des communes selon un seuil d'influence économique du CNPE. Cette zone comprend les communes dont au moins 2,5 % de la population active en emploi ou 25 emplois sont concernés par l'activité du CNPE. Les communes de Huisseau-sur-Cosson, de Montlivault et de Saint-Claude-de-Diray appartiennent au territoire pour maintenir la continuité géographique malgré une population en emploi en dessous des seuils. Les communes de La Piarre et Saint-Laurent-des-Bois n'apparaissent pas dans le territoire pour non respect de la continuité géographique bien que l'un des deux seuils soit dépassé.

Activités présentes : activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou de passage. C'est le cas entre autres de l'ensemble des activités prises en compte pour le calcul de l'emploi induit.

Activités productives : activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère. C'est le cas entre autres de l'activité du CNPE lui-même.

Emploi direct : nombre d'emplois du CNPE. Les effectifs avec leurs caractéristiques ont été communiqués par EDF. Les alternants ont été pris en compte comme des emplois à mi-temps.

Emploi indirect : les emplois concernés sont obtenus au prorata des montants des commandes du CNPE, dont la liste est transmise par EDF, dans le chiffre d'affaires des établissements prestataires.

Emploi induit : nombre d'emplois générés par la consommation courante (alimentation, habillement, logement, services, etc.) des familles des emplois directs et induits.

Les labels des activités : mentionnées dans cette publication correspondent à la nature des activités telles que décrites par EDF qui diffère parfois de la nomenclature d'activité française (NAF) de l'Insee, ainsi :

- **Activités d'ingénierie** – Activités d'architecture et d'ingénierie ; Activités de contrôle et analyse techniques (code 71 de la NAF).
- **Autres activités spécialisées de soutien et de logistique** – Dépollution et autres services de gestion des déchets (code 39 dans la NAF).

Population concernée : pour les salariés directs, la population de leurs ménages est calculée selon les données d'EDF. La taille des ménages des autres salariés est estimée à partir du Recensement de la population.

Profession intermédiaire : correspond à la catégorie « maîtrise » pour les salariés d'EDF et aux professions intermédiaires de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dans les données du Recensement de la population.

Commune rurale : une commune rurale est une commune peu dense au sens de la grille communale de densité. Les communes denses ou de densité intermédiaire sont dites urbaines.

Aire d'attraction des villes : définit l'étendue de l'influence d'une ville sur les communes environnantes. Une aire est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs occupés travaillent dans le pôle.

Taux de chômage (recensement de la population) : le taux de chômage au sens du recensement de la population est la proportion du nombre de chômeurs au sens du recensement dans la population active au sens du recensement.

Navetteurs : personnes qui se déplacent entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail. Sont ici considérées comme navetteurs, les personnes dont la commune de résidence est différente de leur commune de travail.

